

## Accélérer la lutte contre le VIH chez les enfants et adolescent.e.s vivant en Afrique subsaharienne

### Recommandations des adolescent.e.s et jeunes du réseau

Pour mettre fin au VIH/sida, les enfants et adolescent.e.s doivent impérativement faire partie des cibles prioritaires.

Les États et instances nationales et internationales de lutte contre le VIH doivent augmenter les financements consacrés à la prévention, aux services et activités de prise en charge dédiés aux enfants et adolescent.e.s vivant avec le VIH et veiller à ce que les politiques et stratégies qui les concernent soient adaptées à leurs spécificités.



*« Vous ne vaincrez pas le VIH sans nous.  
Ne nous ignorez pas ! »*

Être adolescent.e peut être compliqué. C'est une période faite de changements et d'interrogations. Être adolescent.e et vivre avec le VIH c'est difficile. Du fait de notre statut sérologique, nous devons faire face à des difficultés supplémentaires : prise quotidienne de traitements ; visites répétées à l'hôpital ; discriminations ; rejet.

Nous sommes, dans le monde, plus de 2,8 millions d'enfants et adolescent.e.s âgé.e.s de 0 à 18 ans à vivre avec le VIH et à grandir avec le sentiment d'un avenir incertain. **En 2019, 113 000 de nos pair.e.s sont décédé.e.s du sida.** La forte baisse du nombre de décès dus au sida dans le monde ne se reflète pas chez nous, les plus jeunes, au point même d'enregistrer une hausse de 35% chez les adolescent.e.s de 15 à 19 ans entre 2010 et 2016.

Une situation inacceptable qui cible géographiquement l'Afrique subsaharienne, région où nous vivons. 90% des enfants et adolescent.e.s vivant avec le VIH vivent en Afrique. **Le VIH est la 1<sup>ère</sup> cause de mortalité chez les jeunes de 10 à 19 ans vivant sur ce continent.** Sur les 320 000 nouvelles infections d'enfants et adolescent.e.s estimées en 2019 (environ 880 par jour), près de 3 nouvelles infections sur 4 sont survenues en Afrique subsaharienne, dont 3 nouvelles infections sur 4 concernent des jeunes filles âgées de 15-19 ans.

Depuis trop longtemps, les besoins spécifiques en santé des adolescent.e.s et jeunes ont été ignorés par les stratégies et politiques nationales de santé et les instances internationales de lutte contre

le VIH. Les moyens techniques et financiers nécessaires pour garantir la prévention, l'accès au dépistage et la mise sous traitement dans les pays sont largement insuffisants. Il ne s'agit plus d'un simple retard mais d'une urgence pour la lutte contre le sida dans la région.

**Plus que notre droit à la santé, c'est l'ensemble de nos droits qui sont remis en cause.** Il n'est pas juste qu'on nous laisse mourir et que nous soyons obligés de nous battre plus que d'autres pour que nos droits soient protégés et respectés. Nous voulons mourir avec le VIH et non par le VIH. Les enfants et adolescent.e.s vivant avec le VIH font partie de cette jeunesse africaine pleine de potentiels, qui doit rester en bonne santé, pour atteindre les Objectifs du Développement Durable. Vous avez besoin de nous ! Ne pas garantir le respect de nos droits, c'est remettre en cause l'engagement des États membres des Nations Unies dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : « Nous promettons de ne laisser personne de côté dans cette formidable quête collective. »

**Nous, enfants et adolescent.e.s africain.e.s vivant avec le VIH, devons être au centre des stratégies et programmes de lutte contre le VIH et le sida en Afrique subsaharienne.** Notre accès à une prise en charge globale et adaptée de qualité ; le respect de nos droits, dont celui à la santé sexuelle et reproductive ; la lutte contre la stigmatisation et la discrimination du fait de notre statut sérologique ; notre implication dans les cadres de prise de décisions et dans les activités qui nous concernent doivent être des priorités.



# Garantir une prise en charge médicale, psychologique et sociale des adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH adaptée à leur spécificité et de qualité :

Malgré les efforts de ces dernières années, nous sommes toujours inquiets pour notre prise en charge. En 2017, 41% des adultes vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre avaient accès aux traitements. Mais nous, **nous étions seulement 21% des enfants de 0-14 ans et environ 36% des adolescent.e.s à y avoir accès.**

« Nous sommes d'abord des adolescent.e.s et jeunes avant d'être des personnes vivant avec le VIH »

En 2020, nombreux d'entre nous ont continué de vivre au rythme des ruptures d'ARV, ou avec des traitements non diversifiés et/ou non adaptés. L'accès aux examens de suivi biologique reste limité et irrégulier. Avec la crise sanitaire du coronavirus, les délais, qui étaient parfois déjà longs, ont été rallongés en rendant cet accès quasi inexistant sur de long mois pour certains, car la majorité des laboratoires et des équipes dans les pays ont été mobilisés pour les tests de la covid-19.

Les obstacles sont multiples et fréquents. Le soutien médical, notamment dans les hôpitaux, est insuffisant et inadapté aux spécificités des adolescent.e.s. Et globalement, les services offerts aux enfants et

adolescent.e.s vivant avec le VIH peuvent perdre en qualité selon le lieu de leur suivi: dans les capitales et grandes villes ou en province, sur un site associatif ou une structure publique. Au niveau psychologique, ce soutien est généralement oublié ou sous-financé, et constitue bien souvent l'un des postes de dépenses supprimés en cas de réductions des financements. Les gens oublient que nous sommes d'abord des adolescent.e.s et jeunes avant d'être des personnes vivant avec le VIH. Nous n'avons pas que des besoins médicaux. **La réponse qui nous est proposée doit être globale**, en intégrant notamment les questions de santé sexuelle et reproductive, l'appui pour faire face à nos défis sociaux, la facilitation de notre insertion professionnelle et dans le tissu professionnel.



Nous, adolescent.e.s et jeunes africain.e.s vivant avec le VIH demandons aux décideurs nationaux et internationaux et aux programmes de lutte contre le VIH/sida de :

- Garantir l'accès gratuit, de qualité et durable à tous les traitements ARV et examens biologiques, en augmentant et diversifiant les commandes afin d'anticiper les besoins actuels et à venir notamment pour les ARV de 3<sup>e</sup> ligne.
- Développer et mettre à disposition des alternatives thérapeutiques sous formes pédiatriques, optimisées pour les enfants de moins de 30 kilos.
- Financer un accompagnement complet des jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH qui ne soit pas uniquement

médical mais aussi psychologique et social dans les services publics et les centres de prise en charge associatifs.

- Assurer un service d'accompagnement de transition entre les services pédiatriques et les services adultes, qui soit adapté aux spécificités et besoins des jeunes et adolescent.e.s.
  - Assurer la formation complète des personnels hospitaliers (médecins, soignants, pharmaciens...) sur le VIH/sida en y intégrant des modules sur le VIH pédiatrique, les droits à la santé sexuelle et reproductive, les spécificités et besoins des adolescent.e.s, et l'importance de la pair-éducation.
- 



# Garantir le respect, la protection et la mise en œuvre de l'ensemble des droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescent.e.s et jeunes

**En 2017, 590000 jeunes âgés de 15 à 24 ans ont été infectés par le VIH.** La majorité des infections au VIH sont transmises sexuellement ou associées à la grossesse, à l'accouchement ou à l'allaitement. Sans une éducation complète à la santé sexuelle et reproductive, aux moyens contraceptifs et de prévention des IST, et un paquet essentiel de soins et d'interventions de santé sexuelle et reproductive, nous, les jeunes, restons exposés à l'infection et à la surinfection du VIH et aux grossesses précoces. Dans nos sociétés, les barrières à l'accès à la santé sexuelle et reproductive sont multiples et nombreuses : légales, socio-culturelles, financières ou encore géographiques. La sexualité est taboue et celle des adolescent.e.s vivant avec le VIH n'est pas tolérée. Nous sommes perçus comme ceux qui vont contaminer les autres et n'avons pas le droit à une vie sexuelle épanouie.

Nous, adolescent.e.s et jeunes africain.e.s vivant avec le VIH, demandons aux décideurs nationaux et internationaux et aux programmes de lutte contre le VIH/sida de :

- Garantir un accès de qualité et gratuit aux services de soins et de santé sexuelle et reproductive.
- Garantir des systèmes de santé couvrant l'ensemble des besoins en santé des femmes et des filles.
- Assurer l'accès gratuit et de qualité aux moyens de prévention et produits de santé sexuelle et reproductive (préservatifs, pilules, gels, traitements contre

« La sexualité est taboue et celle des adolescent.e.s vivant avec le VIH n'est pas tolérée »

les infections sexuellement transmissibles...), notamment en augmentant les budgets des programmes et en décentralisant l'accès aux soins et produits.

- Financer et mettre en place des activités de sensibilisation et d'éducation complète à la sexualité (avec un volet sur le VIH) dans les établissements scolaires, notamment en facilitant et permettant l'intervention d'associations spécialistes et de jeunes pairs éducateur.ice.s.
- Garantir la neutralité et la bienveillance des intervenant.e.s auprès des jeunes (personnels soignants, enseignants, agents de santé communautaires, pairs-éducateur.ice.s...) sur l'accès à l'information, aux moyens de prévention et services de santé sexuelle.
- Mettre en place une stratégie nationale sur les droits à la santé sexuelle et reproductive, intégrant les enjeux des jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH.
- Impliquer les jeunes vivant avec le VIH dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques liées aux droits à la santé sexuelle et reproductive.

# Garantir aux enfants et adolescent.e.s infecté.e.s par le VIH un environnement juridique et légal non discriminant et non stigmatisant

Du fait de notre statut sérologique, nous subissons de multiples stigmatisations et discriminations. Lorsque notre contamination est connue, les autres ont souvent peur de nous. Nous ne pouvons pas accéder à certains métiers, formations ou encore bourse d'étude. Dans certains de nos pays, l'accès à certains emplois est conditionné par des examens sanguins ou la preuve d'un test négatif au VIH. Et certains perdent même leur travail. Pour les filles, c'est encore pire. Elles vivent dans la crainte d'être refusées en mariage ou d'être répudiées par leurs maris. Par peur, beaucoup d'entre nous continuent de prendre leurs traitements en cachette

« Nos droits ne valent pas moins que ceux des autres »

et décident de ne pas dévoiler leur statut sérologique à leurs partenaires, ce qui augmente le risque de contaminer ces derniers à leur insu. Nos droits ne valent pas moins que ceux des autres.

Nous, adolescent.e.s et jeunes africain.e.s vivant avec le VIH demandons aux décideurs nationaux et internationaux et aux programmes de lutte contre le VIH/sida de :

- Mettre fin aux pratiques discriminantes et/ou stigmatisantes à l'encontre des enfants et adolescent.e.s vivant avec le VIH, en adoptant et veillant à l'application d'une loi pénalisant les discriminations liées au VIH et en condamnant les auteurs.
- Supprimer toutes les lois/règles qui entravent l'accès aux études, bourses, formations, et emplois des jeunes vivant avec le VIH du fait de leur statut sérologique ; et condamner les entreprises exigeant un test de dépistage ou le statut sérologique à l'embauche.
- Intégrer des modules sur les droits des personnes vivant avec le VIH dans les formations des fonctionnaires (forces de l'ordre, personnels soignants, enseignants, acteurs de justice...).
- Financer et mettre en place régulièrement des campagnes nationales de sensibilisation sur le VIH, informant sur la maladie de manière objective, non-discriminante et positive et rappelant les droits des personnes vivant avec le VIH.



# Garantir l'implication des adolescent.e.s et jeunes aux décisions, stratégies et activités qui les concernent

Chaque jour nous devons nous battre dans nos pays pour nous faire entendre et nous faire reconnaître comme acteurs. Pourtant, qui d'autre de mieux que nous peut sensibiliser efficacement d'autres jeunes, parler de nos défis, besoins, exprimer nos craintes et attentes spécifiques ? On ne parle pas de VIH à un.e adolescent.e de 12 ans de la même façon qu'à un adulte de 35 ans. Ils ne vivent pas la même réalité et n'ont pas la même connaissance de la vie. Nous existons ! Nous ne sommes pas de simples numéros ou des codes sur des dossiers ! Nos constats sur le terrain sont inquiétants et il est de notre devoir et de notre droit d'alerter les acteurs engagés dans la lutte contre le VIH.

Les initiatives conduites avec ou par les adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH auprès de leurs pairs et des autres jeunes doivent être soutenues. **Nous devons être impliqué.e.s dans les prises de décisions concernant notre propre santé et notre propre avenir.** Les réponses doivent être construites par nous et avec nous ! Elles doivent être mises en œuvre et évaluées avec nous également.

Nous, adolescent.e.s et jeunes africain.e.s vivant avec le VIH, demandons aux décideurs nationaux et internationaux et aux programmes de lutte contre le VIH/sida de:

- Garantir l'implication des jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH dans les instances et cadres de décision qui les concernent aux niveaux national et international.

« Nous existons ! Nous ne sommes pas de simples numéros ou des codes sur des dossiers »

- Intégrer les jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH représentatifs de leurs pairs dans les instances de prises de décision VIH (type CCM, CNLS...) afin de faire remonter les besoins réels.
- Impliquer les jeunes dans les phases d'élaboration, de suivi et évaluation des projets et programmes de lutte contre le VIH pour prendre en compte leur parole et leurs besoins réels et s'assurer de l'efficacité des activités prévues.
- Outiller les jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH sur une meilleure compréhension des enjeux, et développer leurs compétences/aptitudes pouvant les aider à être des acteurs portant efficacement des actions de plaidoyer.
- Reconnaître l'importance du rôle des jeunes pairs éducateur.ice.s dans le suivi des adolescent.e.s vivant avec le VIH et financer des activités de pair-éducation dans les centres de prise en charge du VIH publics et associatifs.
- Intégrer systématiquement dans le financement du Fonds mondial un volet prévention, dépistage et soins des jeunes et adolescent.e.s vivant avec le VIH.

## SIGNATAIRES



Les adolescent.e.s et jeunes des  
**18 associations** membres du réseau Grandir  
Ensemble présent dans 11 pays d'Afrique :

**Benin** : Recherches Actions Communautaires  
Initiatives pour un Nouvel ESpoir (RACINES)

**Burkina-Faso** : Responsabilité Espoir Vie  
Solidarité (REVS Plus)

**Burundi** : Association Nationale de Soutien  
aux Séropositifs et Malades du Sida (ANSS),  
Society for Women and Aids in Africa –  
Branche Burundaise (SWAA-Burundi)

**Cameroun** : KidAids ; Society for Women  
and Aids in Africa – Branche Camerounaise  
(SWAA Littoral)

**Congo** : Avenir Positif ; Association  
Serment Universel (ASU)

**Côte d'Ivoire** : Centre Solidarité Action  
Sociale (CSAS)

**Djibouti** : Solidarité Féminine

**Mali** : Association de Recherche de  
Communication et d'Accompagnement  
à Domicile de personnes Vivant avec  
le VIH (ARCAD Santé Plus) ; Association  
KénéDougou Solidarité (AKS)

**République Démocratique du Congo** :  
SOS SIDA

**Tchad** : Association Djenandoum  
Naasson (ADN)

**Togo** : Action Contre le Sida (ACS),  
Aides Médicales et Charité (AMC),  
Centre de Recherches et d'Informations  
Pour la Santé au Togo (CRIPS Togo),  
Espoir Vie Togo (EVT).



### Contact :

[reseauge@gmail.com](mailto:reseauge@gmail.com)

[www.facebook.com/reseaugrandirensemble](https://www.facebook.com/reseaugrandirensemble)